

Les subsides

Nous avons déjà remis aux membres du comité consultatif, avec une lettre datée du mardi 31 janvier 1984, nos différentes solutions, mais nous serions prêts à examiner toute suggestion constructive que l'opposition pourrait nous faire au cours du débat.

Parmi les autres questions sur lesquelles nous voudrions bien connaître le point de vue de l'opposition, je signale la politique des pêches relativement aux autochtones. Nous aimerions qu'ils nous disent clairement s'ils préconisent de meilleurs rendements pour les autochtones par la commercialisation de l'ensemble ou d'une partie de ce qu'on appelle la pêche de subsistance. Nous aimerions qu'ils nous disent, à nous, aux autochtones et aux autres Canadiens, surtout ceux de la Colombie-Britannique, quelle est leur politique à ce sujet, quelles sont les recommandations qu'ils sont prêts à nous faire concernant la participation autochtone à la pêche commerciale.

M. le vice-président: A l'ordre. Je dois interrompre le ministre, mais son temps de parole est terminé.

Des voix: Poursuivez.

M. le vice-président: Les députés sont-ils d'accord pour que le ministre puisse poursuivre brièvement?

Des voix: D'accord.

M. De Bané: Monsieur le Président, je tiens à remercier les députés des trois partis de la courtoisie dont ils font preuve à mon égard.

Au nom du gouvernement, je me suis donné la peine d'exposer très clairement mon point de vue politique dans un discours qui a fait coulé beaucoup d'encre et que j'ai prononcé devant la Fraternité des Indiens de la Colombie-Britannique. J'ai entrepris de consulter les chefs indiens. J'ai libéré des fonds à leur intention et je les ai encouragés, ainsi que leurs associations, à discuter entre eux ainsi qu'avec leurs groupes respectifs. J'ai mis un terme aux dispositions discriminatoires relatives à la mutilation du poisson et j'ai mis sur pied une direction spéciale dans la région du Pacifique, sous la direction de M. Hickle, qui est lui-même Indien, pour favoriser les communications directes et quotidiennes avec les groupes d'Indiens. Nous avons mis en œuvre des programmes pilotes. Nous avons étudié et élaboré diverses solutions de rechange concernant ces questions; ces solutions ont d'ailleurs déjà été communiquées à mon conseil consultatif aux fins des pourparlers et des consultations.

● (1450)

Ce parti d'opposition, dont l'intégrité politique semble s'amenuiser un peu plus chaque jour, a l'incroyable culot de reprocher au gouvernement de ne pas agir. Je le répète, monsieur le Président, le gouvernement a eu le courage de s'attaquer à ces questions vraiment épineuses. Il l'a fait calmement, d'une manière appropriée, en tenant compte de l'importance des problèmes et des répercussions qu'ils peuvent avoir à long terme sur les personnes les plus touchées. Je me suis engagé moi-même catégoriquement en public à accorder toute l'attention qu'elle mérite à la question de la pêche sportive en Colombie-Britannique, c'est-à-dire à la pêche considérée comme un loisir.

Nous avons reçu des instances du Conseil consultatif de la pêche sportive, au nom de près de 400,000 pêcheurs amateurs de Colombie-Britannique—ce chiffre ne comprenant pas les 75,000 pêcheurs de cette province qui ont moins de 16 ans—et

au nom des exploitants de ports de plaisance et de services d'affrètement, des fabricants et distributeurs de matériel et d'articles de pêche, ainsi que des entreprises assurant des services touristiques. A la suite de ces instances, nous avons entrepris des études et des analyses des répercussions socio-économiques qu'aura cette partie de plus en plus importante des activités de pêche dans le Pacifique. Nous avons mis au point diverses mesures possibles qui visent à rendre l'expérience encore plus valable et à augmenter ses effets économiques positifs.

D'après l'opinion de tous les experts que j'ai consultés, il ne fait aucun doute, monsieur le Président, que les installations de pêche sportive de Colombie-Britannique et ses zones de pêche sont parmi les meilleures du monde. Elles n'ont absolument rien à envier aux autres. Nous avons entamé une analyse complète des possibilités de développement économique et de création d'emplois qu'offre cette activité pour les agglomérations côtières, autochtones ou non. Là encore, des discussions et des consultations pourront avoir lieu à partir des projets qui sont envisagés.

Nous savons qu'il y a seulement quelques jours les députés de l'opposition conservatrice qui viennent de Colombie-Britannique n'avaient aucune idée de l'ampleur et de l'importance économique de la pêche sportive dans cette province; mais nous voudrions néanmoins que le parti conservateur expose son point de vue sur l'influence que peut exercer la pêche sportive en Colombie-Britannique sur l'ensemble de la politique de pêche dans le Pacifique. Les conservateurs savent-ils qu'environ 37 p. 100 de toutes les années-personnes d'emploi créées au Canada par la pêche au saumon du Pacifique seraient attribuables à la pêche sportive avec seulement 4 p. 100 des prises?

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Depuis quand le savez-vous?

M. Huntington: Nous aussi, nous avons ces chiffres.

M. De Bané: Comme certainement beaucoup des électeurs des députés d'en face, monsieur le Président, nous avons hâte d'entendre ce que préconisent les conservateurs pour la pêche sportive.

Enfin, je voudrais annoncer aux députés d'en face que j'ai pris des mesures, depuis le dépôt du rapport de M. Pearse, pour inciter les divers secteurs de la pêche de la région du Pacifique à collaborer d'une manière productive. J'ai rencontré personnellement les membres de mon conseil consultatif. Le gouvernement s'est assuré que les représentants des différents secteurs ont le temps, les ressources et les occasions nécessaires pour étudier les différentes questions, l'une des plus importantes étant le processus de consultation. J'ai récemment débloqué des crédits pour les frais de déplacement et d'hébergement nécessaires, ainsi que pour engager un spécialiste de leur choix qui sera chargé de travailler à l'élaboration de propositions visant à améliorer le processus de consultation.

Je tiens à souligner d'autre part, monsieur le Président, qu'avec les structures existantes, cet encouragement, ces possibilités et notre appui—et peut-être aussi parce que mes collaborateurs ont gentiment tordu le bras indirectement à certaines personnes—ce secteur a accompli par lui-même des progrès impressionnants qui lui permettent d'être beaucoup plus à même aujourd'hui de surmonter les nombreuses divergences inhérentes à sa diversité.